

Séance du 4 Avril 2024

DELIBERATION n° 2024-04-04-10

**Objet : SUBVENTION BUDGET ANNEXE INSTALLATION ET
EFFICACITÉ ÉNERGIE 2024**

Nombre de membres en exercice : 62

Nombre de membres présents : 35

Nombre de pouvoirs : 0

Nombre de suffrages exprimés : 35

VOTES contre : 0 - Pour : 35

Date de convocation : 07 Mars 2024

L'an deux mil vingt-quatre, le Quatre Avril à 14h30, le Comité du Syndicat Départemental des Energies de la Creuse, légalement convoqué, s'est réuni au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de M. MAVIGNER André, Président.

Etaient présents :

M. Fabrice BESSEIGE
M. Gérard STEINER
M. Jean-Pierre BONNAUD
M. André MAVIGNER
M. Jean-Pierre DUGAY
M. Michel COYARD
M. Alain BERTRAND
M. Jean-Paul LAMATIERE
M. Camille CARCAT
M. Philippe GUETAT
M. Didier THEVENET
M. Jean DENEUBOURG

Mme Colette KHEMLICHE
M. Gérard THOMAZON
M. Jacques BONNAUD
M. Christian PARDANAUD
M. Jean-Claude LABESSE
M. Franck ROUSSILLAT
M. Alain CAZALIS
M. Patrick BOURBIER
M. Jacques VELGHE
M. Pierre AUGER
M. Henri LECLERE
M. Jean-Paul BRIGNOLI

M. Julien CHEBANCE
M. Éric DUMONT
M. Gilles GARRE
M. Jean-Pierre LAMOUREUX
M. Jean-Roland MATIGOT
M. Gérard CHAPUT
M. Patrick MARIE
M. François PERREAUT
M. Serge DURAND
M. Daniel DELPRATO
M. Georges DESLOGES

Etaient excusés :

M. David GRANGE
Mme Bernadette MEANARD
M. Bernard TOURAND
M. Gérard CHAUFFREY
M. Jacques MALIVERT
M. Sylvain DUQUEROIX

Mme Madeleine DUMOND
M. Patrick MAUME
M. Stéphane BLANCHON
M. Roland DESGRANGES
M. Didier LAMOUREUX
M. Philippe LECAS

M. Jean-Louis AUDONNET
M. Thibaut MERIGONDE
M. Jean-Marie BONNEFONT
M. Christian ARNAUD
M. Christophe MOUTAUD
M. Jean-Yves BERNARD



Le budget annexe INSTALLATION ET EFFICACITÉ ÉNERGIE relève des dispositions de l'article L.2224.1 et 2 du Code général des collectivités territoriales, applicable au SDEC, qui fait obligation d'équilibrer en recettes et en dépenses le budget des services à caractère industriel ou commercial et interdit toute prise en charge par le budget principal de la collectivité de dépenses afférentes à ces services.

L'article L. 2224-2 du CGCT prévoit toutefois des assouplissements à ce principe pour les seules communes et leurs groupements. Ainsi, l'interdiction de prendre en charge dans leurs budgets propres des dépenses au titre des SPIC des exceptions, notamment « si les exigences du service public conduisent la collectivité à imposer des contraintes particulières de fonctionnement ».

Pour faire valoir cette exception, la décision de la collectivité doit faire l'objet, à peine de nullité, d'une délibération motivée. Cette délibération fixe les règles de calcul et les modalités de versement des dépenses du service prises en charge par la commune, ainsi que le ou les exercices auxquels elles se rapportent. En aucun cas, cette prise en charge ne peut se traduire par la compensation pure et simple d'un déficit de fonctionnement.

Cette exception peut être appliquée au regard du prix de rachat d'électricité défini réglementairement à l'image d'autres collectivités qui ont procédé de cette manière.

Considérant que l'équilibre budgétaire ne peut être atteint, sans subvention du budget principal et que le tarif de rachat d'électricité produite est fixé réglementairement, il est proposé de prévoir une subvention au budget annexe INSTALLATION ET EFFICACITÉ ÉNERGIE d'un montant maximum de 19 100 € qui donne lieu à un mandat du budget principal au chapitre 65 et à un titre équivalent au chapitre 77 sur le budget annexe INSTALLATION ET EFFICACITÉ ÉNERGIE.

Après en avoir délibéré, le comité syndical approuve à l'unanimité la proposition de subvention.

Pour extrait certifié conforme,
Le Président du Syndicat,
André MAVIGNER